



- *Seule la version orale fait foi*

NON aux médias contrôlés, OUI à la diversité de la presse

par Lena Ebener, journaliste et conseillère en communication, vice-présidente du Comité romand NON au train de mesures en faveur des médias

Nous vivons une époque où la multiplication des canaux de communication a brouillé les messages, et dans laquelle la frontière entre le journalisme et le communicant s'est érodée. Le journaliste informe, il se base sur des faits vérifiés selon plusieurs sources concordantes, il n'hésite pas à confronter aussi les contradictions, il ne s'arrête pas à ses propres biais, il ne donne pas son avis.

Le porte-parole, le responsable marketing, le publicitaire, le cinéaste, tous peuvent parfois informer, ils peuvent dénoncer, influencer, ils disent leur vérité, que ce soit celle qui répond aux besoins de l'employeur, à son propre système de valeurs, pour faire vendre... On ne lui demande pas d'être objectif, on sait qu'il ne le sera pas.

C'est pourquoi il est primordial que les médias demeurent libres afin de rester crédible. Malheureusement des exemples existent en Suisse. Notamment le récent « cas Ringier », où son CEO Marc Walder, a incité les rédactions de son groupe à soutenir les mesures gouvernementales. Ce qu'on attend d'un journaliste, c'est qu'il puisse remettre en question les déclarations du gouvernement si nécessaire, qu'il puisse aller chercher l'information, qu'il soit soutenu par son éditeur, qu'il soit autorisé de publier son sujet même si la vérité dérange.

Regardons ce qui se passe dans le monde agricole. Les agriculteurs sont propriétaires des terrains qu'ils exploitent. Néanmoins, ils se retrouvent soumis à tout un tas de règles à respecter afin de percevoir les aides de l'Etat. Ils sont maîtres de leur domaine, pourtant ils doivent consacrer un certain pourcentage de leur terrain à la favorisation d'un biotope. Je pourrais mentionner d'autres exemples dans ce domaine, car cela a commencé il y a 60 ans. C'est venu progressivement, mais c'est seulement avec le recul qu'on s'en rend véritablement compte. Tous les 4-5 ans on en rediscute, on rajoute des consignes, on se retrouve avec un enchevêtrement de lois qui conduisent à la situation actuelle. Comment garantir que dans 7 ans, lorsqu'on se rendra compte qu'il est devenu impossible de se passer de l'aide financière de l'Etat, on ne glissera pas vers un durcissement des conditions pour l'obtenir. La Confédération envisage de ratifier le pacte de l'ONU sur les migrations qui concerne notamment les médias. Son objectif 17 exige que les professionnels de la branche soient sensibilisés aux questions de migration et à la terminologie afférente, en instituant des normes déontologiques, sans quoi ils n'auront plus droit à des aides. Et demain ce sera quoi ?

Plusieurs études démontrent que l'indice de confiance de la population pour les médias est faible. C'est un constat qui m'attriste et qui me révolte. A mes yeux, le projet de loi proposé au peuple dans un mois risque même d'aggraver la situation sur le plan de la confiance que la population accorde aux médias. Si je suis convaincue que les gens soutiendront toujours la liberté de la presse et l'indépendance des journalistes, je suis tout autant convaincue qu'ils se méfieront toujours des médias contrôlés.

La presse doit être libre de toute dépendance subventionnée pour jouer son rôle de contre-pouvoir, cela revêt d'une importance capitale pour la démocratie.